



N A T O

O T A N

INFORMATION SERVICE

SERVICE DE L'INFORMATION

OTAN/NATO, 1110 Bruxelles - Telephones : 241.00.40 - 241.44.00 - 241.44.90 - Telex : 23-867

AN/9

17 juillet 1975

REDUCTIONS MUTUELLES ET EQUILIBREES DE FORCES

On trouvera ci-joint le texte du sixième communiqué donné à la presse le 17 juillet 1975 par les Occidentaux au sujet des négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées de forces.

COMMUNIQUE DONNE A LA PRESSE LE 17 JUILLET 1975 A VIENNE  
PAR LE BARON W.J. DE VOS VAN STEENWIJK AU NOM DES  
PARTICIPANTS OCCIDENTAUX AUX NEGOCIATIONS MBFR

La dernière série de négociations qui s'est déroulée à Vienne a été quelque peu décevante. Aujourd'hui encore, je ne peux rendre compte d'aucun progrès. Les vues des deux camps restent très divergentes en ce qui concerne le principal problème actuellement à l'examen. Néanmoins, les participants occidentaux à ces négociations restent optimistes quant à l'avenir. Nous persistons à penser qu'il devrait être possible de parvenir à un accord parce qu'un tel accord servirait les intérêts des deux camps.

Nous sommes déçus par l'attitude de l'Est qui n'a pas encore répondu d'une manière positive et constructive à nos propositions fondamentales de réductions. Comme vous le savez, un de nos principaux objectifs est de faire accepter par l'Est l'idée que le but essentiel des négociations devrait être de parvenir à une parité approximative entre les forces terrestres des deux camps en Europe centrale, sous la forme d'un plafond commun fixé pour les forces terrestres, et d'une diminution du nombre de chars soviétiques. Nous pensons que c'est là un but équitable et raisonnable. Nous estimons qu'en instaurant une parité des forces terrestres, on renforcerait considérablement la stabilité en Europe centrale. Cela contribuerait à mettre un frein à la course aux armements ruineuse et qui peut devenir dangereuse dans cette région. Cela diminuerait fortement le risque de voir éclater en Europe un conflit armé pouvant amener à une escalade allant jusqu'à l'emploi d'armes nucléaires.

Le concept de parité est un principe généralement reconnu dans d'autres négociations importantes visant au contrôle des armements. En fait, l'Union Soviétique elle-même a maintes fois insisté sur ce point. Nous ne comprenons donc pas pourquoi l'Est refuserait d'accepter ce principe pour les négociations actuelles. Nous ne voyons pas sur quelle autre base

on pourrait fonder un accord mutuellement acceptable. Nous ne comprenons pas comment l'Est peut espérer voir l'Ouest accepter de s'immobiliser dans une position d'infériorité durable sanctionnée par un accord international qui lie les parties, comme l'Est nous demande de le faire.

Nous sommes déçus de voir qu'après six séries de négociations, l'Est n'a toujours pas répondu de manière positive à nos arguments sur ces points. L'est répond invariablement que nos propositions impliquent des réductions plus importantes à l'Est qu'à l'Ouest. Mais l'Est a dans la région une grande supériorité numérique en matière d'effectifs et de chars et nous ne comprenons pas pourquoi il estime nécessaire d'y maintenir 150.000 hommes de plus que l'Ouest. Nous ne comprenons pas pourquoi l'Est juge nécessaire d'y maintenir un nombre de chars deux fois et demie plus élevé que celui de l'Ouest. Nous ne comprenons pas non plus comment l'Est peut raisonnablement prétendre qu'il serait juste qu'un accord entérine ces disparités surtout si l'on songe qu'à l'est le territoire de la superpuissance - l'Union soviétique - jouxte la région, alors qu'à l'ouest, la superpuissance - les Etats-Unis - se trouve loin, de l'autre côté de l'Océan Atlantique.

Nous sommes déçus de l'attitude de l'Est qui, jusqu'à présent n'a pas accepté d'engager un dialogue avec nous sur l'importante question des mesures associées aux réductions. Comme vous le savez, la question qu'il a été convenu d'examiner au cours de ces négociations est la réduction mutuelle des forces et des armements en Europe centrale ainsi que les mesures qui y sont associées.

Au cours des présentes négociations, nous avons fait un certain nombre de propositions précises concernant les mesures associées dont certaines visent à maintenir la stabilité de la situation à la suite des réductions. Une fois ces réductions de forces effectuées, il sera encore plus important

que les forces américaines et soviétiques restantes ne soient pas utilisées d'une manière qui pourrait donner lieu à des malentendus et des erreurs d'interprétation de la part de l'autre camp. Nous attendons toujours que l'Est réponde aux propositions que nous avons faites pour résoudre ce problème. Nous attendons toujours une réponse de l'Est sur les points que nous avons soulevés au sujet de la vérification. C'est là une question importante. L'un de nos objectifs à Vienne est d'essayer de mettre fin à près de trois décennies de suspicion et de méfiance mutuelles entre l'Est et l'Ouest. Nous pensons que chaque camp ne doit pas compter uniquement sur ses moyens nationaux pour vérifier si un accord de réduction des forces est respecté. Cependant, l'Est s'est dérobé jusqu'à maintenant à l'examen de cette importante question.

Nous trouvons peu encourageant le fait que depuis le début des négociations en cours, l'Est n'ait pas réagi positivement à la souplesse dont l'Ouest a fait preuve à maintes reprises. Nous avons tenu compte de certaines critiques émises par l'Est à propos de notre politique en en modifiant des aspects importants. L'Est a critiqué notre proposition aux termes de laquelle seules les deux grandes puissances - les Etats-Unis et l'URSS - procèderaient à des réductions dans un premier temps, prétendant que les autres participants directs de l'Ouest s'efforcent d'éviter toute réduction. Pour donner satisfaction à l'Est sur ce point, nous lui avons donné l'assurance que tous les autres participants directs occidentaux procéderaient à des réductions dans une deuxième phase, après qu'un accord satisfaisant sur la première phase aurait été conclu. L'Est a prétendu que notre politique laissait la possibilité d'accroissements considérables des forces de l'Europe de l'Ouest à la suite des réductions de la première phase pratiquées par les Etats-Unis. Pour répondre à cette objection, nous avons proposé le gel des forces terrestres de tous les participants directs stationnées dans la région, lié à un accord de première phase. L'Est a objecté que les propo-

sitions occidentales ne portaient pas sur les forces aériennes. Pour lui donner satisfaction sur ce point, nous avons offert de geler le niveau global des effectifs des forces aériennes dans la région dans le cadre d'un accord sur des réductions de première phase. Ces niveaux sont sensiblement égaux pour les deux camps, l'Est disposant d'un léger avantage. Malheureusement, l'Est a jusqu'ici écarté toutes ces propositions qu'il juge peu satisfaisantes.

L'Est a également offert d'apporter quelques modifications de détail à ses propositions initiales de réductions, par exemple en matière de procédure. Nous avons discuté de toutes ces questions au cours des négociations mais nous persistons à penser que ces initiatives ne modifient pas les fondements de la politique du Pacte de Varsovie en matière de réductions.

Nous sommes également étonnés que l'Est continue à refuser d'examiner les données avec nous. Nous ne comprenons pas comment les participants pourront parvenir à un accord de réduction des forces s'ils n'ont pas une compréhension commune de la situation faisant l'objet des négociations. Nous ne comprenons pas non plus comment on peut proposer, comme le fait l'Est, de réduire le niveau des forces d'un pourcentage donné tout en refusant de fixer les niveaux de forces auxquels s'appliquerait ce pourcentage. Nous avons communiqué à l'Est les chiffres concernant les effectifs de forces terrestres et le nombre de chars dans la région et nous avons proposé d'échanger ceux qui se rapportent aux effectifs totaux des forces aériennes. Tout en contestant l'exactitude de nos chiffres, l'Est, de son côté, ne nous en a donné aucun. Dans le cadre de l'élaboration de son programme, l'Ouest a formulé à la dernière série de négociations, des propositions destinées à assurer la sécurité des pays des flancs en accord avec ces pays.

En dépit des déceptions dont j'ai parlé, nous ne sommes pas pessimistes quant aux chances de parvenir à un accord au cours de ces négociations. Comme je l'ai dit précé-

demment, nous considérons qu'il existe des perspectives réelles de rapprochement des points de vue divergents de l'Ouest et de l'Est sur les différents problèmes et nous pensons avoir montré le chemin à suivre pour y parvenir. Etant donné que les progrès accomplis au cours de ces négociations constituent un test capital pour la détente, - ce dont les deux camps sont conscients - nous restons optimistes quant aux perspectives à long terme. Nous espérons qu'au cours de la prochaine série de négociations, les discussions, seront fructueuses et constitueront un nouveau pas vers la conclusion d'un accord.